

1945-47 : les communistes aux portes du pouvoir

L'extrême-gauche au pouvoir : le titre du mémoire de fin de stage de Stéphanie Kovacs sur la participation gouvernementale du Parti communiste luxembourgeois (PCL) en 1945-1947¹ se veut ironique, le contenu l'est beaucoup moins.

Charles Barthel, professeur-directeur du Centre d'études et de recherches européennes Robert Schuman², dit dans la préface tout le bien qu'il pense d'un ouvrage qui, « *loin de constituer un écrit de propagande à l'instar de la Geschichte der Kommunistischen Partei Luxemburgs d'Ali Ruckert*³ », serait « *le fruit d'un vrai travail de recherche scientifique* ». L'œuvre s'inscrirait « *dans la lignée du gros volume édité par une équipe d'érudits réunis par Gilbert Trausch autour de l'étude du parti Chrétien-social* ». L'« *analyse pointue* » de Stéphanie Kovacs démontrerait, selon Barthel, pourquoi cette organisation, « *malgré l'opportunisme de ses chefs n'est pourtant pas parvenue à s'enraciner durablement* » et est « *demeurée un phénomène éphémère essentiellement confiné au Bassin minier* ».

L'historienne commence son livre, comme il se doit, avec une nouvelle révérence à l'attention du professeur Trausch, qui l'a « *accompagnée de ses conseils méthodologiques* », et s'attaque ensuite au délicat problème des sources : « *Rassembler la documentation nécessaire ne fut pas une tâche facile. Si les archives internes du PCL sont pour l'essentiel entreposées dans les sous-sols de la rédaction de la Zeitung vom Letzeburger Vollék, l'absence d'inventaires ne rend guère aisée leur exploitation. Au chercheur de s'armer de patience pour affronter la masse des papiers déposés dans des piles de cartons poussiéreux. Que le lecteur nous pardonne de recourir de manière quasi exclusive à la Volksstimme et à la Zeitung vom Letzeburger Vollék, organes communistes.* »

Stéphanie Kovacs se rend ensuite au Parti ouvrier socialiste luxembourgeois (POSL) et à l'OGB-L, où elle connaît les mêmes déboires : « *Malheureusement, il ne nous a guère été possible de consulter les archives internes du syndicat socialiste, ni celles du*

POSL, non plus. » Elle fait un voyage en Lorraine, contacte le Dr Souffrin, ancien sénateur-maire de Thionville, et rentre bredouille : « *Toutes les tentatives entreprises pour accéder aux archives internes de la Fédération de Moselle du Parti Communiste Français pour la période de 1945 à 1947 se sont révélées aussi infructueuses.* »

Échec donc sur toute la ligne, mais est-ce bien la faute du PCL, du POSL, de l'OGBL et du Parti communiste français (PCF) ? Les partis et les syndicats ne sont pas des instituts de recherche, ni des centres d'archives, ils n'ont ni la compétence ni les moyens pour classer et inventorier. Pourtant, les archives existent, l'historienne s'est tout simplement trompée d'adresse. Les archives du communisme luxembourgeois ont été rassemblées sous le nom d'archives Centre Jean Kill et peuvent être consultées sans restriction. Un simple coup de téléphone suffit. En ce qui concerne le POSL, il suffit de consulter les ouvrages de Ben Fayot pour être renseigné sur les sources. Quant aux archives du PCF, elles ont été digitalisées et peuvent être consultées sur Internet aux Archives départementales de Seine-Saint-Denis. Ces sources ne sont pas secrètes, elles figurent dans les bibliographies des ouvrages antérieurs.

Sur les sujets que Stéphanie Kovacs aborde, des études ont en effet été publiées au Luxembourg et à l'étranger⁴, en particulier un mémoire de maîtrise présenté en 2005 par Félix Faber⁵. Son auteur a fait ses études sous les auspices du même professeur qui a guidé Kovacs à l'université Marc Bloch de Strasbourg⁶. Il a travaillé sur les sources que Kovacs n'a pas pu trouver. Kovacs n'a tenu aucun compte du travail de son collègue, elle ignore tout simplement son existence.

Le Luxembourg est un charmant petit pays. Voilà donc qu'on laisse partir une jeune historienne au combat, sans qu'elle dispose de ce qui constitue la ressource indispensable de toute recherche, l'accès aux sources et la connaissance de la littérature.

Henri
Wehenkel

À défaut de sources propres, Kovacs a interprété, extrapolé et divagué, et elle a pallié ses informations lacunaires par le recours à des livres médiatisés au même moment en France [...].

L'historienne a pris l'habitude d'arranger les citations pour leur faire dire ce que leurs auteurs n'ont jamais pensé.

Faut-il s'étonner dès lors qu'elle tombe en panne sèche au premier tournant ? Pourquoi ne s'est-elle pas arrêtée pour faire demi-tour et demander secours ? Et pourquoi MM. Trausch et Barthel l'ont-ils encore encouragée à publier ce résultat d'une non-recherche sous forme de livre ?

La jeune historienne a donc continué son chemin, réduite à la seule lecture des journaux et des discours du PCL, travail fastidieux et éprouvant. À défaut de sources propres, elle a interprété, extrapolé et divagué, et elle a pallié ses informations lacunaires par le recours à des livres médiatisés au même moment en France, en particulier ceux de Stéphane Courtois, l'auteur du *Livre noir du communisme*, pour plaquer leurs analyses sur la réalité luxembourgeoise et faire entrer cette réalité dans le moule fourni.

Qu'apprenons-nous par cette méthode ?

Kovacs, prisonnière de son schéma d'interprétation

La période de la Libération « voit le Parti Communiste Luxembourgeois assimiler peu à peu les règles du jeu démocratique... Le PCL a la possibilité de s'exprimer librement » (p. 63). Kovacs précise sa pensée plus loin (p. 173) : « Lorsque l'on sait que l'action du PCL fut frappée du sceau de l'interdiction durant l'entre-deux-guerres, le sens de la démarche n'en devient que plus clair : montrer une bonne volonté de façade à ceux qui douteraient de la "bonne foi" de ses dirigeants. » Le lecteur pourrait croire que le PCL fut interdit entre 1921 et 1940 et qu'il n'a jamais pu s'exprimer librement, ce qui l'aurait forcé à apprendre les règles de la vie démocratique. Le PCL a certes connu la répression, il a été menacé d'interdiction, mais il a publié des journaux, participé aux élections, travaillé dans les entreprises et les syndicats. S'il y a eu rupture, elle s'est produite en 1934 avec l'adoption de la ligne du Front populaire.

La bonne volonté affichée en 1944 serait donc contraire à la nature profonde du PCL, qui obéit en vérité à des directives secrètes de Moscou : « Lorsque l'on considère que le PCL, conformément au mot d'ordre lancé par Moscou, cherche à dépasser les socialistes dans la représentation ouvrière, on devine aisément ce que cache cette rhétorique "démocratisante" à outrance. » (p. 174) En juillet 1945, les syndicalistes communistes du Freie Letzeburger Arbeiterverband (FLA) cherchent à obtenir la reconnaissance légale, mais, « en réalité, ces derniers obéissent à un mot d'ordre lancé par Moscou » (p. 187). Ils récidivent trois mois plus tard, quand « à l'occasion des élections communales et législatives d'octobre 1945, conformément aux consignes dictées par Moscou, la direction du PCL réitère en vain ses appels en faveur d'une alliance électorale avec le POSL ». (p. 203)

Le PCL avait-il vraiment besoin de demander l'avis de Moscou pour vouloir concurrencer les socialistes, pour demander la reconnaissance officielle de leur syndicat ou proposer un pacte au POSL ? Kovacs en parle à vingt reprises de ces directives et n'en cite aucune de façon précise. Elle renvoie à chaque fois dans une note à Stéphane Courtois. Courtois a dit, cela doit suffire. L'autorité fait foi. Les dirigeants communistes avaient depuis le tournant de 1934 le temps d'intérioriser la ligne sans avoir besoin d'ordres ni d'instructeurs.

Prisonnière de son schéma d'interprétation, Kovacs fait un pas de plus et démasque la stratégie d'« infiltration » qui se cache derrière ces ordres. « Moscou commande à ses antennes implantées à l'Ouest d'infiltrer au plus vite l'appareil d'Etat pour le verrouiller par la suite. » (p. 106) « La concrétisation de cet objectif sous-entend d'abord la participation aux gouvernements. Elle est censée permettre d'infiltrer rapidement les structures publiques (police, armée, grandes entreprises, etc. » (p. 110) Quant à l'épuration, c'est « parce que la direction du PCL veut obtenir de Dupong [le Premier ministre] la libération de postes-clefs à son profit qu'elle fait pression sur lui en appelant à l'épuration par en haut ». (p. 87)

Infiltration de la police, de l'armée ? On aurait aimé que l'historienne cite le nom d'un policier communiste ou d'un militaire communiste. Quant à l'épuration par en haut, elle visait en premier lieu Aloyse Meyer. Faut-il en conclure que les communistes visaient le poste de directeur général de l'ARBED ? Toute l'infiltration a consisté à nommer deux attachés, l'instituteur François Frisch et le journaliste Evy Friedrich. Pour ce qui est de l'infiltration de l'appareil d'Etat, le Parti chrétien-social (PCS) a fait mieux.

« On touche ici bien sûr à un enjeu fondamental de la stratégie du PCL, à savoir son maintien [au gouvernement] qui conditionne la réalisation de l'objectif ultime arrêté par Moscou : la monopolisation par les communistes de tous les leviers de commande à tous les échelons du pouvoir politique et économique. » (p. 158) Pourtant, en février 1947, le PCL quitte le gouvernement et abandonne ainsi l'enjeu fondamental qui conditionne l'objectif ultime commandé par Moscou. Il continue sa stratégie, mais de façon inversée : « Les dirigeants communistes nourrissent-ils l'espoir de se voir portés au pouvoir à la faveur d'un vaste mouvement populaire ? » (p. 68) En octobre 1947, ils y sont déjà prêts grâce à la grève de l'usine Paul Wurth : « L'évolution politique en Europe centrale et orientale conforte sans doute les dirigeants du FLA et du PCL dans leurs espoirs d'accéder au pouvoir à la faveur d'un "coup d'Etat" porté par un vaste mouvement populaire. » (p. 278)

Le syndicat communiste « annonce une grève générale et un véritable assaut de la capitale luxembourgeoise par une cohorte de travailleurs armés de "pics, de pelles, de marteaux et de tenailles"... »

(p. 279) Kovacs interprète comme un appel au soulèvement armé ce qui n'est qu'un rappel des défis traditionnels de mineurs. Le tract dit en effet: « *Dann werden alle Betriebe ruhen und die Arbeiterschaft wird aufmarschieren im Arbeitskittel mit Pickel und Schaufel, Hammer, Zange und Karbidlampe.* » En traduisant, Kovacs a ajouté le mot « armés » et biffé la lampe des mineurs ainsi que les bleus de travail.

Sur 350 pages, l'historienne a pris l'habitude d'arranger les citations pour leur faire dire ce que leurs auteurs n'ont jamais pensé. Le premier appel après la Libération (« *Es muss anders regiert werden!* »), où le PCL reproche au gouvernement de faire le jeu de la Cinquième Colonne par son inactivité, est caricaturé dans le sens d'une complicité active: « *Ainsi, Hitler et ses sbires auraient-ils chargé le gouvernement d'attiser dans la société civile luxembourgeoise la haine de la démocratie... Le gouvernement revenu d'exil aurait-il des accointances avec les autorités politiques nazies? Serait-il le bras séculier de l'Allemagne nazie?* » (p. 38) Quand le PCL réclame « *die Ausmerzung des seit einem Jahrhundert aus Deutschland importierten reaktionären Geistes aus unserem Schulwesen* », Kovacs lui reproche de s'attaquer « à l'influence séculaire de la culture allemande ». (p. 94) Il y a des nuances qui échappent à l'historienne.

Tout se termine pourtant bien, car les grands hommes de la nation veillent sur la nation. Le bon père Bech, « *impassible comme à son habitude* » face aux attaques, triomphe facilement « *d'une vieille rancœur personnelle, [...] d'une vieille rixe personnelle remontant à une décennie* ». (p. 78) Allusion discrète au projet d'interdiction du PCL, mais l'Histoire a parlé et elle a acquitté Bech: « *Certes, si l'état actuel des connaissances nous permet d'affirmer que la ligne de conduite de Bech procédait d'un certain nombre de considérations politiques, il n'en demeure pas moins que ces allégations sont l'expression d'une rancœur envers celui qui a failli obtenir l'interdiction de leur Parti en 1937.* » (p. 67) Kovacs ajoute dans une note: « *Consulter à ce sujet l'ouvrage suivant: G. TRAUSCH, Joseph Bech, un homme dans son siècle.* »

Quant à l'usage que les communistes ont fait de leur ministère, Kovacs y accorde deux lignes: « *Il permet à la participation communiste de laisser une empreinte durable dans le paysage social et politique du pays. Son nom reste attaché à la mise en place d'un vaste programme d'assainissement du système de santé luxembourgeois.* » (p. 157) Kovacs ne précise pas en quoi consiste cet assainissement de la politique de santé, dans la médecine du travail, la médecine scolaire ou la lutte contre les séquelles de la guerre. Le lecteur n'apprend rien non plus sur les autres ministères que les communistes détenaient, celui du Rapatriement, celui de l'Éducation physique avec la dénazification du sport, ni sur la gestion communale à Esch. Arrivée à



En 1945, le docteur Charles Marx, ministre de la Santé (KPL), et Dominique Urbany, chef du KPL, attendent le départ d'un train emmenant des malades en direction de la Suisse pour y suivre une cure. (© Centre Jean Kill)

la dernière page de son livre, elle nous livre une conclusion déroutante: « *Quoi qu'il en soit, l'intégration politique du PCL au jeu des forces politiques semble pour le moins réussie. Une véritable contre-société communiste voit le jour.* » (p. 309) Il aurait fallu commencer par ces questions.

13 mois d'apensanteur démocratique

Nous avons dit que Félix Faber a présenté en 2005 un mémoire de maîtrise sur le même sujet en recherchant les faits et en se posant des questions⁷. Il a utilisé les archives du Centre Jean Kill (factures d'imprimerie, questionnaires, listes de membres, cours de formation) et il nous livre ainsi un travail passionnant sur une époque qui garde ses secrets.

Que pouvaient se dire ces dirigeants communistes sortis de la clandestinité quand ils se sont retrouvés en septembre 1944 dans cette atmosphère de fête foraine et d'euphorie confuse qui accompagna la libération du pays? Face à un gouvernement revenu d'exil, contesté pour son départ précipité et le décalage de son action par rapport aux attentes du pays, un gouvernement dont le premier souci était de gagner du temps afin que les choses se tassent et que tout redevienne comme avant? Faut-il admettre avec Trausch que tout était joué dès le début et que le mécontentement n'était que superficiel en argumentant avec les résultats après coup des élections d'octobre 1945?

Urbany, le chef du parti, compara, quand nous l'avons interrogé 40 ans après, l'atmosphère de septembre 1944 à celle de novembre 1918. Il n'y avait pas de situation révolutionnaire en 1944-1945, mais une profonde crise de légitimité. Le pays a vécu pendant 13 mois dans l'apensanteur démocratique, avec un gouvernement régnant par décrets, sans Parlement élu, avec des soldats volontaires refusant de venir à son aide, avec des

Dans le charivari de l'après-guerre, on percevait un immense besoin de parler, d'agir et de participer, en même temps qu'une sourde volonté de restauration et de reprise en mains autour du trio Bech-Bodson-Dupong.

déportés retenus dans les camps et des prisonniers de guerre bloqués à Tambow, avec des grèves sporadiques et des mouvements de résistance essayant de se substituer à la justice et aux partis. Dans ce charivari, on percevait un immense besoin de parler, d'agir et de participer, en même temps qu'une sourde volonté de restauration et de reprise en mains autour du trio Bech-Bodson-Dupong⁸.

Que pouvaient faire les communistes pour changer les rapports de force ? Le pays était encore en guerre, la pénurie était générale, tout dépendait de l'armée américaine. Renverser le capitalisme et proclamer la république ? Ou mobiliser pour la bataille économique, travailler pour reconstruire le pays autrement ? Les alternatives se situaient à l'intérieur du consensus antifasciste : l'épuration par le haut, l'indépendance économique par la nationalisation, le contrôle de la production par les comités syndicaux élus à la base.

Cette stratégie de révolution consensuelle s'appuyait sur une unanimité apparente des forces politiques que Faber résume dans la formule : « Parallèlement à une nationalisation du PCL entamée pendant la guerre, on assiste à une socialisation des autres partis. » (p. 61) Si le PCL accueillait les officiers américains à la tribune de son premier meeting, les partis s'inclinaient devant l'héroïsme de l'Armée rouge et le génie de son chef, Joseph Staline : « Nous nous souviendrons toujours de l'héroïque résistance de l'URSS, de ses immenses sacrifices et de ses hauts faits d'armes. Stalingrad restera une des batailles décisives de l'histoire moderne. Il fallut que Stalingrad fût libérée d'abord pour que soit sauvée l'Europe par la suite. Nous en garderons une reconnaissance profonde à M. Staline et à ses soldats. » (*Luxemburger Wort*, 8.9.1945)

Le POSL écrivait en octobre 1944 dans son programme d'après-guerre que « dès la fin de l'occupation, l'Etat doit prendre automatiquement la direction des affaires dans les industries sidérurgiques, dans les mines, dans les entreprises de transport, dans les banques et dans les entreprises d'assurances privées » (*Tageblatt*, 30.10.1944). Rasquin, son nouveau président, voulait « abattre le capitalisme, cause principale de toutes les crises et guerre » (6.10.1944) et appelait l'intelligentsia technique à assumer ses responsabilités. « Quand nous employons le terme révolution nous entendons par là des réformes structurelles qui sont incompatibles avec le maintien d'un modèle économique et social qui n'a pas respecté et ne pourra pas respecter la liberté et la dignité de tous les hommes. » (12.12.1944)

Simple discours de circonstance ? Quand le *Wort* saluait l'Armée rouge, Bech était déjà en train de saborder la grande alliance en renouant avec le général Franco, et quand Rasquin appelait à renverser le capitalisme, Bodson à la Justice protégeait le directeur général de l'ARBED. Quant aux forces se réclamant de la Résistance, elles n'avaient de

l'union que le nom, les disciples de l'abbé Esch se retrouvaient avec les dissidents de l'extrême-gauche. Le message politique et social était sans contenu, ce que Urbany appela « eng drèche Kusch ».

Représentation ouvrière : raz-de-marée communiste

Rien ne distingua par contre les socialistes et les communistes pendant les mois qui suivirent la Libération, du moins en ce qui concerne leur programme. Le 7 octobre, le *Tageblatt* publia un appel à tous les ouvriers du Luxembourg pour constituer une centrale syndicale unique sous le nom de Lëtzebuerger Arbechterverband (LAV). Il fut suivi une semaine plus tard par les communistes. Le résultat dépassa les espérances. En quelques semaines, 20 000 adhérents s'inscrivirent. Accord de façade ?

En fait, le PCL avait, dès le 1er octobre, incité ses militants dans un bulletin interne à « élire de nouveaux comités syndicaux en éliminant ceux des anciens fonctionnaires et hommes de confiance qui ont collaboré avec les fascistes ou ont été simplement lâches ou passifs ». Les dirigeants syndicaux socialistes, de leur côté, n'entendaient pas céder la moindre parcelle de pouvoir, ni laisser tomber leurs hommes de confiance. Le conflit était inévitable et il éclata le 26 novembre 1944 lors de l'assemblée générale du syndicat ouvrier à Esch, quand Antoine Krier, président d'avant-guerre et frère du ministre, exclut tout simplement l'ensemble des candidats non agréés et quand il fit annuler de nouvelles élections par le ministre de la Justice.

L'issue de cette bataille était sans équivoque. Sur les 3 000 ouvriers syndiqués à Esch, Krier avait su en mobiliser 500, ses adversaires 2 000. Quand la scission fut définitive, le LAV ne comptait plus que 5 000 membres au plan national, le FLA en comptait 11 000. Aux élections sociales, le FLA recueillit 48 % des suffrages dans la sidérurgie. La percée communiste sur le plan syndical bouleversa le paysage politique et fut une tragédie pour les socialistes.

Quelles furent les causes de ce raz-de-marée ? Le prestige de l'URSS ? L'action des communistes pendant la Résistance ? Ou la faiblesse des socialistes ? Nic. Biever, le secrétaire général du LAV, s'en expliqua au congrès socialiste d'octobre 1945 : « Gegen die neue Organisation der Gewerkschaften trat die ganze Wucht der im Kriege bereits aufgerichteten kommunistischen Organisationen. » Même si la résistance communiste fut loin d'être une organisation de masse, les liens établis autour de quelques noyaux actifs dans les entreprises purent être mis à profit dès le mois de septembre 1944 avant le retour des dirigeants socialistes d'exil.

Le FLA est un enfant de la résistance ouvrière et de l'anarcho-syndicalisme, en rupture avec les traditions du modèle luxembourgeois inventé par Mayrisch.

Les appels communistes à l'initiative populaire et à l'élection de comités syndicaux par la base répondaient sans doute mieux à la dynamique de la résistance ouvrière que les manières autoritaires et bureaucratiques des anciens dirigeants. Pendant quatre ans, les ouvriers avaient réussi à faire face aux pressions de l'encadrement en s'organisant eux-mêmes, en s'aidant les uns les autres, et en refusant la passivité et l'obéissance. L'aspiration à un syndicat unitaire, libre de ses mouvements tant à l'égard du gouvernement que du patronat, a été nourrie par quatre années d'oppression.

Si l'on veut comprendre les événements du passé, il ne faut pas se contenter des explications a posteriori. On ne peut pas comprendre le FLA à partir de ce qu'il est devenu, il faut revenir à ce qu'il a voulu être. Le FLA n'est pas perçu immédiatement comme le syndicat communiste qu'il sera ensuite. Les candidats exclus lors de l'assemblée générale d'Esch ne sont pas connus comme des communistes. Les mots d'ordre ne vont pas dans le sens d'un syndicat communiste. Le FLA est un enfant de la résistance ouvrière et de l'anarcho-syndicalisme, en rupture avec les traditions du modèle luxembourgeois inventé par Mayrisch.

Le nouveau militant communiste et son encadrement

Le PCL était porté par un afflux de masse. Ayant compté 350 membres avant la guerre, il se retrouvait avec 4 200 membres⁹ en avril 1945, alors que le POSL ne conserve que 1233 de ses 1 500 membres d'avant-guerre¹⁰. Qui sont ces nouveaux communistes ? Félix Faber a essayé de décrire le profil du militant communiste de 1945 à partir d'un échantillon de 372 questionnaires remplis lors de l'adhésion. L'échantillon concerne les sections de la Ville de Luxembourg et des environs, donc les nouvelles zones d'influence du parti.

Sur ces 372 membres, 15 ont fait partie du KPL d'avant-guerre, 12 du POSL. 345 membres n'ont pas de passé politique, ce qui s'explique en partie par leur âge. 42 % des membres ont moins de 35 ans. 80 % des membres n'ont suivi que l'école primaire, 3 % ont suivi l'école secondaire ou l'université. 36 % travaillent dans les deux industries sidérurgiques de la capitale (Paul Wurth et Dommeldange). 35 % disent avoir fait partie de la résistance organisée, dont seulement la moitié dans la résistance communiste.

Cette analyse révèle une grande homogénéité sociologique. Le PCL n'est pas devenu un parti attrape-tout fédérant les mécontents de toute sorte. Il élargit son influence à partir d'un solide noyau ouvrier. Ce mouvement sociologique s'inscrit dans la longue durée, il est déjà perceptible après la campagne contre la loi muselière de 1937, il s'étend maintenant au pourtour de la ville de Luxembourg, aux ouvriers d'Echternach, de Gre-

venmacher, d'Ettelbruck et entraîne des courants minoritaires dans des couches sociales moins prolétariennes, comme les cheminots et le petit artisanat. Il ne peut pas être mis en relation directe avec les pertes du POSL ou l'activité de la résistance communiste, mais plutôt avec la résistance ouvrière en général ou avec la condition ouvrière sous l'occupation.

Pour le parti, l'afflux de tant de nouveaux membres à un moment où la majorité des anciens cadres ne sont pas encore revenus des camps de concentration pose des problèmes d'encadrement inédits. À Luxembourg-Ville, la section du quartier de la gare compte 144 membres, dont 11 ont déjà obtenu une carte avant 1940. Qui sera à même de diriger cette foule de nouveaux venus ? Les réunions seront-elles des assemblées où le talent oratoire sera nécessaire pour s'imposer ? Comment éviter de perdre le contrôle du parti au profit des professionnels de la parole et des démagogues de quartier ? Pour ne pas éclater, le parti devra former de nouveaux militants, découper les sections en sous-sections orientées vers les entreprises, imposer des règles de fonctionnement très strictes, devenir un parti de masse en restant un parti d'action.

Les cours de formation ont pour but d'inculquer aux militants ce qu'ils doivent savoir pour pouvoir agir en communistes. C'est une explication de la ligne à but interne destinée à orienter les militants vers la stratégie à long terme. Elle révèle la pensée stratégique qui se cache derrière les prises de positions conjoncturelles. Les cours portent sur les notions de parti, de socialisme, de nation, d'impérialisme, de lutte des classes. Félix Faber

Retour des camps. Arthur Useldinger (KPL), le bourgmestre d'Esch/Alzette tient une oraison funèbre. (© Centre Jean Kill)



Le PCL était porté par un afflux de masse. Ayant compté 350 membres avant la guerre, il se retrouvait avec 4 200 membres en avril 1945 [...].

La matrice autoritaire du PCL est en contradiction avec les attentes démocratiques nées de l'anti-fascisme et de la résistance.

montre que le PCL, en 1945, tient à distinguer entre le programme d'unité nationale antifasciste et le socialisme. S'il envisage une sorte d'armée populaire constituée à partir des milices patriotiques, il refuse toute idée de collectivisation des terres et ne mentionne pas la dictature du prolétariat.

Les règles de fonctionnement du parti donnent l'image d'un parti autoritaire mené sous la férule d'un maître d'école. Il s'agit de blinder le parti contre toute intrusion extérieure et faciliter l'élimination des ennemis ayant réussi à s'introduire dans la forteresse. À mesure que le parti grandit et occupe le terrain, il est en danger de corruption ou d'infiltration. Parti de masse certes, mais dirigé par un noyau dur, une avant-garde. Une première crise interne aboutit en décembre 1944 à l'exclusion de l'avocat Jean Gremling et d'un tribun des faubourgs, Jean-Pierre Becker. D'autres conflits suivront avec des syndicalistes comme Pierre Majerus ou Jos Michels, ou avec les intellectuels du Mouvement de la paix, Pierre Biermann en particulier.

La matrice autoritaire du parti est en contradiction avec les attentes démocratiques nées de l'anti-fascisme et de la résistance. Elle se renforce au moment où les liens avec le corps social se distendent et que le parti doit affronter l'isolement complet et la répression sociale¹¹. En 1946, le FLA investit ses fonds dans une imprimerie commune avec le parti, la COPE, ce qui est contraire à l'indépendance proclamée au moment de sa fondation et se fait aux dépens de l'indispensable fonds de grèves. Le parti crée des cellules d'entreprise qui lui permettent de recruter des militants et court-circuitent en même temps les instances du syndicat. La logique de l'isolement conduit à un renforcement des liens entre le parti et le syndicat jusqu'à l'assimilation fatale.

Que reste-t-il de tout cela ? D'abord le souvenir d'un espoir et ensuite un constat d'échec. L'échec ne doit pas nous conduire à nier l'espoir. Un espoir né de la résistance et issu des classes populaires avec l'ébauche d'un autre syndicalisme et d'une autre politique. L'échec est dû en partie au modèle stalinien avec son incapacité à tenir compte de l'initiative démocratique au niveau du parti, de ses alliances, du syndicalisme. Cet échec est dû encore plus à la logique de l'isolement et de la guerre froide avec ses formes de répression et d'exclusion implacables.

Cet échec n'a pas été immédiat. En 1949, le PCL recueille encore à Esch, seul contre tous, 31,2 % des suffrages. Cet échec n'a pas été définitif. À la fin des années 1960, le PCL retrouve des scores dépassant ceux de la période 1944-1949 avec 13 % au plan national et, si l'on tient compte de toutes les forces politiques opposées au modèle luxem-

bourgeois, on constate qu'un électorat radical de 5 % se maintient depuis 30 ans envers et contre tout.

Quant aux fameux ordres de Moscou, qu'ils aient existé ou non, ils n'expliquent rien. L'explication policière de l'Histoire comme conspiration du Démon nous empêche de voir ce qu'il y a de nouveau et de fécond dans le passé. ♦

¹ Stéphanie Kovacs, *L'extrême-gauche au pouvoir*, 349 pages, Luxembourg, 2009.

² Le Centre d'études et de recherches européennes Robert Schuman est un institut dépendant du ministère d'État. Il est installé dans la maison natale de Schuman dans le Grund, un faubourg de Luxembourg-Ville, et dispose d'un secrétariat et de moyens de publication. Son fondateur est Gilbert Tausch, qui figure toujours comme collaborateur scientifique dans l'organigramme.

³ Ali Ruckert a publié deux volumes de sa monumentale *Geschichte der Kommunistischen Partei*, le premier en 2006 et portant sur la période 1921-1946, le deuxième en 2007 et portant sur la période 1947-1954. Ali Ruckert est président du PCL. Ses ouvrages pèchent par l'absence d'esprit critique et par l'utilisation unilatérale des sources favorables au PCL, mais ils ont l'avantage d'être fiables et de ne pas falsifier les citations. Kovacs ne cite ni ne réfute Ruckert à aucun endroit de son livre.

⁴ En ce qui nous concerne, Kovacs cite le livre *Komintern, l'histoire et les hommes*, dictionnaire biographique, publié sous la direction de Gotovitch et Narinski, Paris, 2001, mais elle ignore l'obscur militant de base luxembourgeois à l'aune du Komintern, ULB, Evo, 2000 ; « Le PCL, la difficile recherche d'une nouvelle jeunesse », in *Les partis communistes et postcommunistes en Europe occidentale*, sous la direction de P. Moreau, La Documentation française, Paris, 1999 ; « Un siècle de presse communiste luxembourgeoise, de l'agit-prop à l'aide à la presse », in *Presse communiste, presse radicale*, sous la direction de Gotovitch et Morelli, Aden, Bruxelles, 2007. Quant à la liste des publications luxembourgeoises répertoriées par la Bibliothèque nationale de Luxembourg, Kovacs cite « Zur Geschichte des FLA » (Tageblatt, 1991), mais ignore « Der Abschied von Stalin » (Zeitung vLV, 1999) ; « Anton Krier und seine Brüder » (Zeitung vLV, 1977), deux articles en rapport direct avec le sujet traité.

⁵ Félix Faber, *Le communisme dans la vie politique, sociale et quotidienne au Luxembourg, dans l'immédiat après-guerre*, mémoire de maîtrise publié sous la direction du professeur Fisera, université Marc Bloch, Strasbourg, année académique 2004/2005.

⁶ Stéphanie Kovacs, *Communisme et anticommunisme au Luxembourg, 1917-1932*, mémoire de maîtrise sous la direction du professeur Fisera, université Marc Bloch, Strasbourg, publié à Luxembourg en décembre 2002.

⁷ Félix Faber, *Le communisme dans la vie politique, sociale et quotidienne au Luxembourg dans l'immédiat après-guerre*, université Marc Bloch, Strasbourg 2004/2005.

⁸ Le gouvernement luxembourgeois se composait en mai 1940 de cinq personnes. Nicolas Margue n'a pas réussi à prendre la fuite. Bodson a été intégré au gouvernement en avril 1940 après l'éviction de René Blum. L'autre ministre socialiste, Pierre Krier, est tenu à l'écart des décisions essentielles du gouvernement en exil et doit faire face à une enquête du FBI, de même que Blum. Georges Schommer, qui avait été proposé en 1937 comme ministre pour représenter le parti libéral, a été chargé des relations avec les « Civil Affairs », les autorités d'occupation américaines.

⁹ Voir la liste des membres de décembre 1940, CJK, dossier 40-44, et les factures d'imprimeries concernant les cartes de membres, Faber.

¹⁰ Fayot, *Sozialismus in Luxemburg*, Bd. 2, S. 72.

¹¹ Le parti se heurte au refus du patronat de négocier des accords salariaux, à l'élimination de toute mention des interventions communistes dans la presse entière, à l'excommunication par lettre pastorale et à des refus de visas empêchant les déplacements à l'étranger.